

## Haro sur les volatiles

**A propos de l'article intitulé «Quatre rapaces prêts à voler dans les plumes des oiseaux nuisibles» (24 heures du 24 octobre 2008):**

L'*Homo sapiens*, le plus grand prédateur sur terre, n'en a donc pas fini de régler unilatéralement leur sort aux bêtes de toutes sortes, sangliers, renards, hérons, taupes, et j'en passe, et s'attaque désormais aux volatiles, corneilles, étourneaux, pigeons. Pour cela, on fait appel à un fauconnier qui envoie des rapaces censés les effrayer.

La commune de Corseaux, qui pratique déjà l'élimination des corneilles par le biais de délégués très spéciaux munis de fusil à lunette, a décidé d'avoir recours aux services de ce fauconnier. A grand renfort de papillons, les habitants ont été avertis de cette opération, les priant en outre de collaborer au bon fonctionnement de cette mission. Il paraît évident que la vision de plus en plus apparente de sacs poubelle éventrés le long des routes est à l'origine de cette décision.

Pourtant, une solution existe pour éviter ce genre de désagréments, c'est d'obliger chaque maison à acquérir un container pour y déposer les déchets de notre société de grande consommation. Quel sera le coût de cette campagne, on l'ignore. Mais il me semble qu'en cette période difficile, actuelle et à venir, d'autres priorités devraient primer sur une hypothétique chasse aux volatiles. Philippe Rohrbasser, Corseaux

## MUSÉE DES BEAUX-ARTS

### La perplexité

Le fait que l'électorat doive dire oui ou non au projet officiel n'est pas un cadeau pour ce dernier. Les Vaudois ont montré de l'enthousiasme pour le M2 parce c'est une réalisation populaire qui concerne un peu tout le monde, alors que le projet de musée, avec son côté élitaire, n'aura pas le même impact à la campagne. Regrettable peut-être, mais c'est ainsi.

Je crois aussi les Vaudois perplexes face au battage énorme émis par les autorités de tous bords. Cette attitude éveille la méfiance: pourquoi faut-il tant pousser ce projet? Aurait-il un défaut caché?

Sa géométrie massive, dans ce coin calme et romantique qui inspire la douceur de vivre, est comme une intrusion et une violence faite à la nature, contrairement au Musée olympique, parfaitement intégré dans son site. Paul Budry n'avait pas tort lorsqu'il décrivait en 1911 l'art de détruire en parlant de Lausanne. Passe encore si ce musée s'inscrivait dans un projet cohérent et harmonieux d'aménagement des rives à cet endroit, mais cela ne paraît pas être le cas.

Pourquoi s'acharner à désertifier le noyau de la ville de tous ses fleurons culturels et collectifs - étudiants, musées, bientôt le stade - pour les entasser au milieu de futurs et inextricables réseaux routiers? Ces endroits de paix et de beauté que sont les rives du Léman devraient rester la propriété naturelle des gens, et non celle de l'implantation des sites construits.

Rester à Rumine? Peut-être, si une certaine mégalomanie,



24 Heures, 03.11.08

**Des rapaces** chargés de déranger les corneilles et autres volatiles indésirables en ville et en campagne.

qui n'est pas le progrès, cède sa place à l'utilisation intelligente de ce qui existe et des alentours aménageables.

La cerise sur ce gâteau de la perplexité? La conjoncture financière actuelle...  
Valdy Lagnel,  
Aubonne

### Rumine, un point d'histoire

Le Palais de Rumine a été imaginé dès l'origine pour abriter l'université, une bibliothèque, deux musées ainsi que des collections scientifiques. La typologie architecturale et les principales distributions du bâtiment, dans ses deux ailes, sont organisées autour de salles d'exposition qui à l'origine en occupaient la majeure partie.

Dans les années 1950, les salles du musée industriel ainsi que la bibliothèque ont été transformées, asphyxiant la symétrie des ailes et des fonctions, «bouchant» l'éclairage zénithal, comblant tous les vides pour loger dépôts et salles de lecture.

Rumine offre un potentiel extraordinaire à l'exploitation d'un musée, à condition de rétablir les qualités que lui avait données son concepteur. Valoriser ce bâtiment avec un grand projet, ce serait une manière de respecter le legs de Rumine, de manifester concrètement la reconnaissance à nos véritables mécènes. Le paysage européen offre de beaux exemples de réhabilitation architecturale de musées des XVIIe au XIXe siècles. Hans Hollein a transformé en 2003 le palais viennois qui abrite l'Albertina et en a fait un musée contemporain de prestige, lui imprimant sa marque architecturale dans des conditions beaucoup plus délicates que celles de Rumine ou de la Riponne. A Lyon, les architectes Dubois & Wilmotte ont transformé l'ancien Musée des beaux-arts pour en faire un des plus remarquables musées d'Europe, tout en affrontant les difficultés d'un chantier conduit par étapes entre 1990 et 1995. A Madrid, Raphaël Mo-

neo a rendu au Prado, logé

dans un musée d'histoire naturelle du XVIIIe siècle, toute sa splendeur.

Ces réalisations contemporaines magnifiques révèlent la vision et la culture des autorités en charge. Une société a l'architecture qu'elle mérite.  
Pierre Frey,  
historien de l'art, Epesses

### Que Bellerive demeure une rive, belle!

Que Lausanne ait un beau Musée des beaux-arts, beaucoup de gens sont pour! La grande majorité des «opposants» aussi! Mais, à ce que j'ai lu et entendu, pas grand monde n'est pour un musée à cet endroit-là!

En lisant la presse, je constate que la plupart des «pour» sortent des rangs des architectes, promoteurs, politiques, artistes ou du «monde culturel». Donc orientés, intéressés. Ou alors habitent loin, ce qui fait que le lieu, l'impact, leur importe peu!

Mme Jaggi, quant à elle, dit que les opposants veulent «priver les Vaudois d'un Musée des beaux-arts digne de ce nom». C'est fausser de façon grossière la position des opposants. Ces propos sont mensongers! On trouve donc essentiellement, d'un côté, des habitants, des citoyens, des badauds qui ne le veulent pas là, et, de l'autre, des gens qui ont leurs (bonnes) raisons d'en vouloir, mais exactement et uniquement là! Pourquoi impérativement là? Parce qu'il n'est pas possible de faire quelque chose de bien ailleurs?

On trouve peut-être l'explication dans les mots très clairs de M. Daniel Berner, chef du Service du développement territorial vaudois: il dit (dans un article au sujet de tours) «l'opinion publique doit vraiment être formée à cette idée.»

Vous y êtes? Il y a quelques personnes qui savent ce qui est bien! Les autres personnes (la populace) doivent être formées pour accéder à la compréhension!  
Gilbert Paillex,  
Lausanne

### À GAUCHE TOUTE!

### Assez de ces querelles de chapelle!

**A propos de l'article intitulé «Le POP ne sait plus comment faire taire Jean-Michel Dolivo» (24 heures du 24 octobre 2008):**

Nous ne pouvons que nous étonner et déplorer les attaques contre le POP d'un Jean-Michel Dolivo qui saura, n'en doutons pas, se montrer mieux disposé à l'égard du «parti stalinien» lorsqu'il aura à nouveau besoin de ses voix pour se faire réélire.

En cette période d'attaques toujours plus dures contre l'intérêt du plus grand nombre, alors que la droite «décomplexée» s'attelle à démanteler les maigres protections sociales dont bénéficient les salariés, pendant que la course au profit menace plus que jamais l'environnement et que le patronat s'acharne à privatiser les services publics pour les soumettre à la logique marchande du profit maximal, nous regrettons pareils coups de canif contre une union de la gauche combative rendue chaque jour plus nécessaire. Nous restons convaincus qu'il ne sert à rien d'avoir raison seuls, et nous attelons à un rapprochement des forces de la gauche combative hors de tout sectarisme partisan et en rejetant tout dogmatisme idéologique.

Assez de ces querelles de chapelle d'un autre temps! Les hommes et femmes progressistes ont aujourd'hui soif d'unité, et le POP travaille en ce sens.

Julien Sansonnens,  
membre du comité directeur du POP  
vaudois, Pully

### CRISE FINANCIÈRE

### Il est peut-être temps d'explorer une autre voie

Le maître mot aujourd'hui, en termes économiques, est celui de «croissance». La croissance serait la solution à tous nos problèmes. Celui de la récession, celui du chômage, celui

du travail précaire, celui des bas salaires, celui de la pauvreté ou celui de la faim.

Pour soutenir cette croissance, il faut des consommateurs qui ont les moyens de consommer. Pour donner les moyens de consommer, quoi de mieux que le crédit. Aux Etats-Unis (et aussi ailleurs certainement), le crédit hypothécaire a permis à de nombreux consommateurs d'acquiescer non seulement des maisons mais en plus des voitures ou des vacances. Finalement, il importait peu que ces consommateurs soient solvables puisqu'ils participaient à la croissance.

J'ai reçu ces derniers jours de l'établissement qui gère ma carte de crédit la proposition d'augmenter ma limite mensuelle de crédit de 50%. Cela devrait me permettre de dépenser, chaque mois, plus d'une fois et demie mon salaire mensuel... probablement pour soutenir la croissance.

Sœur Emmanuelle, qui vient de décéder, vivait selon un autre maître mot: le «partage», qui, pour elle, devait apporter une solution aux problèmes de la récession, du chômage, du travail précaire, des bas salaires, de la pauvreté ou de la faim.

Les turbulences financières de ces dernières semaines nous révèlent les conséquences de la politique actuelle en matière de croissance et de consommation. Le moins que l'on puisse dire est que cette politique est un échec. Il est peut-être temps maintenant d'explorer cette autre voie qu'est le partage.

René Jurenak,  
Echallens

### On croit rêver!

Quelle grinçante ironie de trouver dans les médias l'annonce de la décision du Conseil fédéral de recapitaliser UBS, le jour du refus mondial de la misère.

ATD-Quart-Monde nous apprend que chaque jour 25 000 personnes meurent dans le monde.

Dans notre pays, il y a de plus en plus de working poor, de pauvres qui ont un job et

un salaire qui ne leur permet pas de vivre décemment. Leurs besoins élémentaires et vitaux, nourriture, vêtements, soins, ne peuvent être satisfaits. Des multitudes de gens ont toutes les peines du monde à boucler leurs fins de mois. Des personnes seules, des familles, des personnes âgées avec leur seule AVS, des mères chefs de famille, des jeunes conjuguent précarité et pauvreté au quotidien.

Et l'on recapitalise UBS!

Nous sommes profondément choqués par ce type de «démocratie directe». En est-ce bien une?

La *vox populi* doit s'élever en une grande clameur d'indignation. Pour le moment on tend l'oreille. Qui s'insurge? La gauche, les Verts, les défenseurs des droits de l'homme? On n'entend guère de prise de position. Faut-il attendre que passent les prochaines échéances électorales?

En ce temps de crise planétaire, le grand danger n'est-il pas celui du «sauve-qui-peut», du «chacun pour soi»? Ou bien peut-on espérer enfin que se concrétise le très helvétique «un pour tous, tous pour un»?

Nous sommes invités de manière urgente, pressante à la solidarité et au partage. Il ne s'agit pas de laisser passer ce train. Soyons des hommes, des femmes, des humains proches et solidaires.  
Elisabeth et Serge Zanoli,  
La Tour-de-Peilz

### N'attendons pas qu'il soit trop tard

Avec la crise financière que nous allons subir de plein fouet, les banques vont bien évidemment restreindre leurs crédits, voire leurs limites de crédit, à une certaine catégorie d'entreprises, en l'occurrence les PME. N'oublions pas que les PME sont la colonne vertébrale de l'économie suisse, les multinationales et autres grandes institutions n'en étant qu'un simple complément. Mais vu qu'il faut taper sur quelqu'un, tapons allégrement sur les petits!

Afin de ne pas dénigrer la pérennité de nos PME, voire TPE, que devrait faire notre gouvernement, qui ne veut pas s'immiscer dans l'économie privée - UBS et Swissair étant un contre-exemple flagrant, et le Credit Suisse, au train où se cumulent ses pertes, devant bientôt faire l'aumône à Berne?

Cette question devrait hanter les esprits de nos grands argentiers. Mais quid de la réponse et pour quand?

N'oublions pas qu'une PME en pleine activité garantit des rentrées fiscales par ses impôts, la TVA, et le versement des charges sociales. De plus, le plein-emploi garantit également que les collaborateurs de ces sociétés conserveront leur train de vie, ce qui engendrera une fois de plus de nouvelles rentrées fiscales. En résumé, l'Etat est gagnant.

A contrario, une PME en liquidation ou en faillite sera un fardeau pour l'Etat au niveau des rentrées fiscales et une charge supplémentaire au niveau du paiement des prestations de chômage et autres.

Dès lors, nos élus feraient bien de plancher sur la question avant qu'il ne soit trop tard, et de formuler des solutions claires et concrètes.  
Roberto Joray,  
Pully